

LA CONFERENCE DE BALI OU LE DEBUT DE LA FIN DU VETO BUSH.

BALI consacre l'échec de la stratégie de BUSH. (Le devoir)

Ce qu'il est désormais convenu d'appeler la «feuille de route de Bali» trace la voie à des négociations générales entre pays développés et en développement sur une première bataille mondiale pour enrayer la hausse du climat afin d'élargir à compter de 2012 les efforts consentis à Kyoto par les 36 principaux pays industrialisés. Pour l'administration BUSH, se rallier à cette stratégie consacre l'échec d'une stratégie vieille de dix ans.

Quand les pays en développement regroupés au sein du G77 ont découvert samedi matin le résultat des pourparlers à la table de négociation sur le renouvellement du protocole de Kyoto, les leaders du groupe, principalement la Chine et l'Inde, n'ont pas accepté que les pays industrialisés ne soient pas plus ambitieux alors qu'on leur demande de participer activement à la bataille du climat malgré leurs impératifs de développement.

Depuis 12 jours, les Européens avaient maintenu le cap pour orienter la deuxième phase de négociations des réductions de gaz à effet de serre (GES) du protocole de Kyoto sous le scénario le plus exigeant proposé par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). Ce scénario précise qu'il faudra une réduction de 25 à 40 % des GES d'ici 2020 si l'humanité veut avoir une chance raisonnable, sans en avoir la certitude, de stabiliser la hausse du climat d'ici 10 à 15 ans pour éviter son emballement. Finalement, le texte convenu à la table Kyoto se limitait, notamment en raison de l'obstination du Canada, à une simple référence au rapport du GIEC.

En riposte, l'Inde et la Chine ont réclamé in extremis des garanties plus claires sur les transferts technologiques et les fonds pour l'adaptation, ce que les États-Unis ont refusé tout net. Le fossé s'est creusé malgré l'heure anormalement tardive. Le G77 a retiré ces premières demandes, mais les a remplacées par l'inclusion dans le texte final du principe le plus honni par l'administration BUSH, soit celui de la « **responsabilité commune mais différenciée** ».

On se souviendra que c'est parce qu'il refusait aux pays en développement de contribuer moins et autrement que par des réductions mesurables et quantifiables de GES que le Sénat américain avait refusé de ratifier le protocole de Kyoto au début de la décennie. Et depuis, autant le président BUSH que le premier ministre canadien, Stephen HARPER, ont entonné en chœur que tous les grands acteurs économiques doivent se plier aux mêmes règles, réclamant comme la Chine et l'Inde de ne pas devoir se plier à des réductions absolues de leurs émissions.

Samedi matin, près de 18 heures après la clôture officielle de la rencontre de Bali, la conférence s'acheminait sur un véritable cul-de-sac. Yvo DE BOER s'était retiré en larmes, incapable de supporter davantage la pression. C'est alors que Kevin CONRAD, le négociateur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a lancé au micro aux États-Unis: «*Si pour quelque raison vous ne voulez pas avancer, laissez-nous aller de l'avant. S'il vous plaît, tassez-vous de notre route.*»

Jamais depuis le début des pourparlers sur le climat les États-Unis n'ont été hués comme à ce moment précis. Leurs négociateurs, qui ont l'habitude de crâner et de tenir tête obstinément, ont brusquement constaté qu'ils avaient franchi le seuil de l'isolement total en montant contre eux la totalité de la planète. La porte-parole, Paula DOBRIANSKY, a alors cédé devant cet échec diplomatique total et a accepté de rallier le consensus auquel son pays, à lui seul, empêchait d'aboutir.

Mais en acceptant alors d'entériner explicitement le principe de la «responsabilité commune mais différenciée» inscrite au cœur du protocole de Kyoto si honni, les États-Unis ont ouvert la voie à plusieurs choses, dont la réconciliation d'ici 2009 des deux tables de pourparlers actuelles, y compris à un éventuel face-à-face en 2009 à Copenhague entre pays développés et pays en développement, mais sur des programmes d'action différents, voire des échéanciers différents.

La phase 2 de Kyoto venait de commencer à cet instant. Le pas était si déterminant et capital qu'Yvo DE BOER a alors comparé ce moment unique à l'effondrement du «Mur de Berlin», qui séparait jusque-là la planète en deux.

Un objectif plus politique

Quand on regarde rétrospectivement ces deux semaines de négociations, il apparaît assez clairement que l'Europe visait sans doute en priorité à isoler l'Amérique du Nord et le tandem BUSH-HARPER. Tout s'est déroulé en réalité comme si les objectifs chiffrés de réduction de GES, qui ont drainé l'attention médiatique pendant deux semaines et qui ont finalement été abandonnés par l'Europe, n'avaient été mis là que pour forcer les Américains à avouer qu'ils ne veulent pas vraiment faire la part qui leur revient historiquement dans la bataille du climat.

Les Américains, comme les conservateurs canadiens, répètent qu'ils en font «beaucoup» pour sauver le climat. Mais à Bali, ils ont dû avouer que beaucoup n'est pas assez, car ils ont rejeté sans équivoque le scénario de stabilisation du climat du GIEC parce que trop contraire à leurs intérêts. Mais, en réalité, que ce scénario ait été ou non inclus explicitement dans la «feuille de route de Bali» a peu d'importance, car le rapport du GIEC est là, incontournable, toujours aussi clair et péremptoire par son autorité.

Mais le débat sur son inclusion a isolé l'Amérique du Nord avec le Japon et la Russie, et renvoyé, solidaires dans le même camp, l'Europe et le G77, qui regroupe l'essentiel des grandes forces émergentes d'Amérique latine, comme le Brésil et le Mexique, ou asiatiques, comme la Chine et l'Inde.

L'isolement des États-Unis a d'ailleurs été tel que l'on a même vu le ministre canadien de l'Environnement, John BAIRD, oser dire en conclusion de la conférence qu'il regrettait que la communauté internationale n'ait pas été plus loin, lui dont les écologistes ont stigmatisé l'obstruction à tout engagement chiffré à la table de Kyoto, où siégeait le Canada. Mais le ministre préparait sans doute le terrain pour l'an prochain alors qu'une nouvelle présidence états-unienne risque d'isoler davantage le Canada dans ce dossier.

Des avancées réelles

La conférence de Bali aura permis plusieurs avancées tangibles sur la question de l'adaptation aux changements climatiques et sur la responsabilité des pays développés envers ces petits pays qui vont subir l'essentiel d'un réchauffement dont ils ne sont pas responsables. D'autres progrès ont aussi été enregistrés sur la question des transferts technologiques et sur la reforestation.

Mais c'est à la table des pourparlers qui se déroulaient non pas sur la phase 2 de Kyoto mais sur les engagements à venir des Parties à la convention de Rio sur les changements climatiques que la vraie partie s'est jouée.

C'est à cette table en effet, où siègent 187 pays dont les États-Unis, que l'on a convenu que tout délai dans les réductions d'émissions réduit les chances de l'humanité de stabiliser le climat. C'est aussi à cette table que l'on a écrit dans la décision finale qu'il est urgent de convenir de «réductions draconiennes» des émissions globales pour atteindre les objectifs de la convention.

Et c'est là qu'on y a écrit -- ce que les États-Unis ont entériné pour la première fois -- que les pays développés, dont ils sont, devront convenir de «limites quantifiables des émissions et d'objectifs de réductions» mesurables et vérifiables.

C'est aussi à la table de la convention, et non à celle de Kyoto, que, pour la première fois, les pays en développement ont convenu d'adopter des plans d'action nationaux «dans un contexte de développement durable», ce qui ouvre la porte pour eux à des réductions en intensité des combustibles fossiles. Cela les autoriserait à se développer tout en améliorant leur performance énergétique. L'énorme différence avec le passé réside dans le fait que les États-Unis ne pourront plus revendiquer, comme le Canada d'ailleurs, un régime de réductions en intensité de leurs émissions comme le réclament les pays en développement. Cette fois, des règles différentes pour les deux groupes de pays ont été formulées et acceptées, ouvrant la voie à une négociation adaptée aux besoins et à la responsabilité de chacun.

Reste à voir ce qui en sortira d'ici deux ans, ce qui est bien court pour un mandat de négociation qui remet en question, en réalité, la base énergétique de l'économie de chaque pays et région du monde.

Mais, au moins, et on pourrait dire enfin, la table est mise.

Louis-Gilles FRANCOEUR